

WEBINAIRE RÉGIONAL POUR L'AFRIQUE FRANCOPHONE « PARTAGE D'INFORMATIONS ET D'EXPÉRIENCES SUR LES RÉPONSES DE LA GOUVERNANCE FORESTIÈRE NATIONALE À L'ACCORD DE PARIS ET LA CONTRIBUTION DES RESSOURCES FORESTIÈRES A LA RESILIENCE DES COMMUNAUTÉS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN AFRIQUE »

30 AOÛT - 1er SEPTEMBRE 2021



**Discours de Monsieur Chouaibou NCHOUTPOUEN,
Secrétaire Exécutif Adjoint et Coordonnateur Technique de la COMIFAC**

INVITE D'HONNEUR

Messieurs et Mesdames les représentants des Ministres en charge des forêts et de l'Environnement au Benin, Burkina Faso, Cameroun, Mali, Niger et République Démocratique du Congo

Messieurs et Mesdames les Directeurs en charge des Forêts et de l'Environnement

Monsieur et Mesdames les représentants d'autres institutions publiques et privées invitées

Messieurs et Mesdames les représentants d'organisations de la société civile

Messieurs et mesdames les représentants d'organisations de médias

Très chers experts impliqués dans la mise en œuvre des études

Très chers collègues et délégués en vos rangs et grades respectifs

Mesdames et Messieurs,

Il m'est un réel plaisir et un honneur de prendre la parole ce jour ici à Douala, Capitale Economique de la République du Cameroun, pays siège de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) à l'occasion de cette cérémonie d'ouverture des travaux du webinaire régional pour l'Afrique francophone sur le thème « partage d'informations et d'expériences sur les réponses de la gouvernance forestière nationale à l'accord de paris et la contribution des ressources forestières a la résilience des communautés au changement climatique en Afrique ». Il se tient en mode hybride (en présentiel dans chaque pays concerné et par visioconférence) pour des raisons liées à la pandémie de la COVID 19.

Je voudrais tout d'abord exprimer notre profonde gratitude au Forum Forestier Africain (AFF) et le Réseau des Gommés et Résines Naturelles d'Afrique (NGARA) pour avoir organisé en collaboration avec la COMIFAC et d'autres institutions au Benin, Burkina Faso, Cameroun, Mali, Niger et République Démocratique du Congo ce webinaire.

Je voudrais saluer mobilisation tous les participants. A la date du 29 août 2021, AFF avait enregistré plus de 200 inscriptions en ligne auxquelles il faudrait ajouter la centaine de parties prenantes qui participent en présentiel dans les six pays mentionnés ci-dessus. Ce qui témoigne de l'intérêt de cette thématique pour les acteurs forestiers Africains et d'ailleurs.

Mesdames et Messieurs

En effet, l'importance de la gestion durable des ressources forestières pour la protection de l'environnement et le bien être des communautés a été reconnue par les Chefs d'Etats de l'Afrique Centrale qui se sont engagés en mars 1999 à travers une déclaration dite « Déclaration de Yaoundé » à œuvrer de manière concertée à la conservation et à la gestion durable des écosystèmes forestiers de leurs pays. Pour réaffirmer leur engagement, les Chefs d'Etats de l'Afrique centrale ont signé en février 2005 à Brazzaville, le Traité relatif à la conservation et à la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale et instituant la COMIFAC, comme Institution de référence pour l'harmonisation et le suivi de la mise en œuvre des politiques forestières et environnementales en Afrique Centrale. Conformément à ses missions, la COMIFAC aide ses Etats membres à adopter les positions communes lors des négociations et débats internationaux dans le secteur forêt-environnement pour l'intérêt de notre continent et des populations qui dépendent des ressources forestières.

Le FORUM FORESTIER AFRICAIN est parmi les partenaires privilégiés et stratégiques de la COMIFAC qu'il accompagne dans les différentes négociations internationales. C'est donc avec beaucoup de plaisir que la COMIFAC a accepté cette proposition comme invité d'honneur au présent webinaire.

Mesdames et Messieurs,

L'enjeu majeur de ce webinaire est associé d'une part aux défis liés aux changements climatiques et d'autre part aux solutions offertes par le secteur forestier pour les relever. Les échanges de ces trois jours nous interpellent donc sur les dispositions prises dans nos pays respectifs pour exploiter lesdites solutions afin d'atténuer les effets des changements climatiques et en même temps saisir les opportunités qui en découlent à travers une bonne gouvernance forestière.

Le système de gouvernance environnemental mondial s'appuie sur les conventions et les accords, parmi lesquelles la convention Cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques et son accord historique conclu à Paris en 2015 "***pour lutter contre le changement climatique et pour accélérer et intensifier les actions et les investissements nécessaires à un avenir durable à faible émission de carbone***".

Les pays-parties de cet accord sont tenus de formuler leur vision nationale afin de faire face au changement climatique tout en démontrant au niveau international leur volonté politique et leur disponibilité à contribuer aux efforts mondiaux d'adaptation et d'atténuation. Une réponse plus forte de la part des gouvernements, des organisations publiques, des communautés et du secteur privé, nécessite une meilleure compréhension de ces questions afin d'informer les actions appropriées.

C'est dans cette optique que le Forum Forestier Africain a conduit à l'aide de son réseau d'experts une analyse des réponses nationales à l'Accord de Paris et a généré des connaissances pour guider les processus de gouvernance forestière afin de renforcer la gestion forestière et mieux faire face aux impacts négatifs du changement climatique. De même, dans le but de renforcer la résilience des communautés locales des zones arides face aux effets néfastes du changement climatique, les experts ont exploré les options d'utilisation des ressources et des produits forestiers des zones arides pouvant promouvoir des opportunités d'entrepreneuriat et améliorer les moyens de subsistance, les revenus nationaux et l'emploi.

Ces analyses ont révélé que si la prolifération de ces conventions mondiales a été très positive pour la promotion du secteur forestier, la contextualisation desdites décisions dans les politiques, programmes et activités forestières présente quelques lacunes. Les recommandations proposées par les études pour améliorer les processus de gouvernance forestière en Afrique seront discutées lors de ce séminaire en ligne afin de formuler les mesures d'intervention appropriées pour renforcer la gestion forestière en réponse aux impacts négatifs du changement climatique.

Les résultats sur l'analyse des chaînes de valeur des gommés et résines ont révélé que si leur potentiel naturel reste considérable pour renforcer la résilience des communautés rurales face au changement climatique dans les zones arides et semi-arides du continent, leur développement reste très limité par rapport au potentiel escompté sur le marché international. Parmi les recommandations proposées par les experts, les interventions en matière de politiques et de renforcement des capacités comptent parmi les priorités pour améliorer le secteur afin d'améliorer les moyens de subsistance, les revenus nationaux et l'emploi.

Mesdames et messieurs, nous sommes donc tous interpellés pour contribuer à ces débats en resituant les conclusions et les recommandations dans notre contexte national, afin de dégager

les bonnes pratiques de gestions forestières qui renforceront la place du secteur dans les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) d'une part, et revaloriseront le rôle socioéconomique et environnemental des produits forestiers non ligneux en général et des gommés en résines en particulier.

Ces dispositions sont en droite ligne avec plusieurs axes stratégiques des plans de convergence à la fois de la COMIFAC et aussi de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) auxquels nos pays sont appelés à contribuer de manière effective à leur mise en œuvre.

Tout en vous souhaitant des riches et fructueuses délibérations pour la promotion du secteur forestier Africain, je déclare ouvert ce webinaire pour les pays francophone d'Afrique de l'Ouest et du Centre !

Vive la coopération internationale

Vive la Coopération régionale

Vive le Forum Forestier Africain

Vive la COMIFAC

Je vous remercie